

## Déclaration

# Crise chez Liberty Steel :

# Il est urgent d'agir pour empêcher l'effondrement des actifs sidérurgiques de l'Europe

Brussels, 27 juin 2024

Alors que la nouvelle choquante d'une procédure d'insolvabilité pour les usines Liberty Steel d'Ostrava (Tchéquie) et de Częstochowa (Pologne) est tombée, les syndicats défendant les plus de 18 000 travailleurs de GFG Alliance / Liberty Steel en Belgique, Tchéquie, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Roumanie et au Royaume-Uni ont tenu une réunion de crise, en ligne, le vendredi 21 juin, sous les auspices de [industriAll Europe](#) et de [IndustriALL Global Union](#).

Ils réclament maintenant des actions publiques nationales et européennes urgentes pour éviter l'effondrement des actifs sidérurgiques stratégiques de l'Europe et à un soutien d'urgence aux dizaines de milliers d'emplois directs et indirects touchés par la crise de Liberty Steel en Europe continentale.

Les syndicats tirent la sonnette d'alarme depuis des mois sur les dommages irréversibles que la mauvaise gestion du groupe GFG Alliance pourrait causer aux actifs de Liberty Steel en Europe continentale. La production de certains sites est à l'arrêt depuis près de deux ans, et de nombreux hauts fourneaux restent éteints malgré l'annonce d'un arrêt temporaire. A Liège (Belgique), Dudelange (Luxembourg), Magona (Italie), Ostrava (Tchéquie) et Częstochowa (Pologne), des milliers de travailleurs ont été renvoyés chez eux ou laissés dans le flou sans perspective claire pour leur avenir, les plaintes des fournisseurs concernant des retards de paiement se multiplient, et les installations se dégradent en raison de la suspension de la maintenance de base due à un manque de personnel.

A plusieurs reprises, les travailleurs de Liberty Steel ont exprimé haut et fort leurs inquiétudes. Une [grande action de protestation a été organisée, à Ostrava, fin février](#) rassemblant des milliers de métallurgistes et leurs familles, tandis qu'une [réunion européenne de haut niveau](#), organisée à la demande d'industriAll Europe, a eu lieu fin mars avec des responsables politiques de l'UE et des dirigeants d'entreprises multinationales pour aborder les défis auxquels est confrontée l'industrie sidérurgique en général et les difficultés de Liberty Steel en Europe continentale en particulier.

Pourtant, la crise chez Liberty Steel a continué de s'aggraver à un niveau extrême.

Le 15 mai, le groupe a annoncé mettre en vente les sites de Liège (BE), de Dudelange (LU) et de Magona (IT). Le 10 juin, le groupe a annoncé la fermeture définitive des deux fours à coke à Dunaújváros (HU), impactant 520 travailleurs devant être reconvertis et affectés à de nouveaux postes. La combinaison des conditions défavorables du marché de l'acier et du manque dramatique de capitaux liquides du groupe GFG alliance a conduit à une décision inimaginable pour l'industrie sidérurgique, une industrie qui est

l'épine dorsale de toute l'économie européenne : l'activation de la procédure d'insolvabilité à Ostrava (CZ) et Częstochowa (PL) ! Au cours des deux dernières semaines, les plus de 5 000 travailleurs de Liberty Ostrava ont appris du jour au lendemain que leur salaire ne serait plus payé et les plus de 1 000 travailleurs de Liberty Częstochowa ont appris que leur usine était placée sous gestion forcée par le tribunal économique local. La crise chez Liberty Steel en Europe continentale suscite également de vives inquiétudes dans toutes les autres usines du monde qui craignent des effets boule de neige.

Il y a cinq ans, les sites d'Ostrava, de Liège, de Dudelange et de Magona étaient intégrés dans le système de production d'un groupe multinational, ArcelorMittal, dont la coordination interne assurait une certaine sécurité. Lorsqu'en 2018, les autorités européennes de la concurrence ont exigé qu'ArcelorMittal cède ces sites pour racheter une importante installation en Italie et qu'en 2019, elles ont approuvé le rachat de ces sites par Liberty Steel, les syndicats ont mis en garde quant à la situation financière douteuse de M. Gupta, qui suscitait de sérieux doutes sur la capacité du groupe à garantir une gestion viable des sites rachetés. Cinq ans plus tard, la crise sans précédent que traversent les sites de Liberty Steel en Europe continentale donne malheureusement raison aux syndicats.

IndustriAll Europe rappelle que l'Europe n'est pas en position de se priver d'actifs d'une telle valeur stratégique à l'heure d'une transformation industrielle massive et d'instabilités géopolitiques à ses portes. Les procédures d'insolvabilité visent des installations de production d'acier potentiellement rentables qui fournissent des produits sidérurgiques de haute qualité répondant aux besoins des clients, y compris des brames et des plaques d'acier vert à l'usine de Częstochowa. IndustriAll Europe et les syndicats de Liberty Steel n'accepteront pas que l'Europe perde davantage de capacités de production d'acier à un moment aussi critique pour le secteur et que les travailleurs fassent les frais d'une mauvaise gestion.

Parlant d'une seule voix, les syndicats appellent l'Union européenne et les Etats membres à s'abstenir de vendre des actifs industriels stratégiques européens à des investisseurs qui refusent de fournir des garanties solides pour le maintien d'activités de production à long terme sur les sites européens et pour des emplois de qualité pour les travailleurs. IndustriAll Europe réclame des mesures immédiates pour éviter une catastrophe industrielle.

### Les syndicats de GFG Alliance / Liberty Steel réclament d'urgence :

- 1. Une aide publique d'urgence pour les 5 000 travailleurs d'Ostrava** dont les salaires cesseront d'être payés cet été, en utilisant les fonds et les mécanismes de soutien de l'UE.
- 2. Des groupes de travail publics d'urgence pour sauver les sites d'Ostrava et de Częstochowa de la faillite**, dans le cadre d'une étroite coopération entre les syndicats et les autorités nationales et européennes.
- 3. L'application d'un principe d'« acheteur responsable »** pour tous les sites ouverts à la cession qui comprend de solides garanties sociales, financières et industrielles pour assurer la viabilité à long terme des sites et l'avenir des emplois. Les entreprises et les autorités publiques impliquées dans le processus de désinvestissement doivent s'assurer de la pleine participation de tous les syndicats concernés.

- 4. Une transparence totale sur l'avenir des sites restant sous la responsabilité de GFG Alliance, y compris les plans d'investissement et de financement, les plans de développement commercial et le calendrier de mise en œuvre. Il est urgent de clarifier l'accès et l'utilisation des fonds publics (par exemple, les prêts de l'Etat, les garanties de crédit) reçus par le groupe GFG Alliance pour soutenir ses activités en Europe.**
- 5. Une révision des règles de concurrence de l'UE concernant les processus d'évaluation et la responsabilité de la Commission européenne lors de l'approbation d'un « acquéreur approprié » en cas de mesures correctives.**

Les syndicats de GFG Alliance défendent une activité de production d'acier tournée vers l'avenir, menant à des créations d'emplois et à un développement industriel axé sur la décarbonation. Ils poursuivront leur coordination aux niveaux national, européen et mondial, sous les auspices d'industriAll Europe et leur fédération mondiale IndustriALL Global Union, afin de garantir l'avenir des emplois et des capacités de production dans le secteur de l'acier à l'échelle mondiale.